

De Paris, à l'aube du lundi 19 novembre 1951
Lettre n° 1.987

Monsieur,

Les journaux ne paraissent pas aujourd'hui. Vous voici donc réduit à la lecture de ma correspondance. Vous trouverez cependant, dans mes feuilles roses, les nouvelles officielles et je réduis cette lettre à un exposé de la situation politique intérieure.

Si, comme l'a avancé Pleven, la séance de l'Assemblée Nationale de l'autre nuit doit être classée parmi les séances historiques, c'est de la bien petite histoire que notre génération est en train d'écrire. De la plus petite et de la plus mauvaise et, si l'Assemblée ne montre pas toute la compréhension que requerrait la situation, il faut bien avouer que le Gouvernement ne lui facilite pas la besogne. Je ne reviendrai pas sur la séance, dont vous connaissez les détails. René Mayer, judicieusement sec et dépouillé dans son exposé, s'est montré malhabilement brutal dans ses réponses aux observations qui lui ont été faites. René Pleven a collectionné les truismes et les platitudes. Il a trop laissé percer que son discours était rédigé plus à usage de l'étranger que pour convaincre le Parlement français. Et puis, surtout, il a trop fait remarquer que les Etats-Unis connaissaient nos difficultés, qu'ils ne manqueraient pas de nous porter aide et qu'il ne s'agissait que de franchir une mauvaise passe. Ce sont là des choses qu'on se dit entre particuliers, mais qu'on n'exprime pas --même sous une forme voilée-- à la tribune de l'Assemblée.

Bref, les deux interventions qui ont retenu l'attention furent celles des deux oppositions. Duclos fut amusant et Diethelm se hissa, pour une fois, au-dessus de son habituel niveau. Le résultat de ces interventions et, surtout, de la faiblesse des exposés gouvernementaux était que, si l'Assemblée avait été appelée à se prononcer immédiatement, le Gouvernement n'aurait pas eu sa majorité. Il n'a échappé au danger qu'en posant la question de confiance dans les formes constitutionnelles, après que Vincent Auriol eut, sans aménité, exprimé téléphoniquement à Pleven tout le mécontentement qu'il en ressentait. On votera demain soir.

Déjà commencés au cours de la nuit de vendredi à samedi, alors que le scrutin n'avait pas encore été ajourné à mardi, les "macrotages" vont se poursuivre. Les membres du gouvernement s'efforcent de ramener à eux la douzaine de députés radicaux que Mendès-France a persuadés de la nécessité de s'abstenir. Mais le plus grave, c'est que Antier, qui n'a rien fait pour aider le gouvernement, ne paraisse pas disposé à chapitrer ses amis du groupe paysan. Auprès d'eux, il faudra user d'autres moyens. Ils n'aiment pas René Mayer; ils le lui font bien voir. Ils souffrent d'être débordés sur leur droite par le R.P.F. et paraissent fort impressionnés par les offres de constitution d'un Gouvernement d'union nationale que le R.P.F. agite périodiquement. Ils semblent oublier que, dans la terminologie gaulliste, un Gouvernement d'union nationale, c'est un Gouvernement présidé par de Gaulle et dirigé par le R.P.F. Certains paysans préconisent d'ailleurs nettement un changement de majorité. Tel Guy Petit, qui affirmait hier, devant le Congrès du Parti de la Réconciliation française, que le groupe paysan ne voterait pas la confiance. Par contre, parlant dans le Cantal, Camille Laurens a fort clairement laissé entendre qu'il estimait toute crise inopportune. Il s'est efforcé de lier les intérêts de l'agriculture à l'intérêt général et de parler plus en homme de gouvernement qu'en député de la paysannerie. Il est donc encore impossible de prévoir la position que les parlementaires paysans adopteront mardi, et vous savez que c'est d'eux que dépend le sort du gouvernement. On peut être assuré que René Pleven ira jusqu'à la limite des concessions pour gagner leurs voix. Il ira probablement jusqu'à promettre un portefeuille à Guy Petit, s'il estime ce dernier capable d'influer sur son groupe

Les raisons qu'on peut faire valoir contre le déclenchement d'une crise sont trop connues pour que j'y revienne. Ce ne sont pas toujours celles qui sont déterminantes. Il en est d'autres, souvent moins avouables, qui, en de telles circonstances, font pencher la balance du côté de ceux qui en usent. C'est ainsi que, chez André Marie, on rappelle que les arrêtés d'application, attendus avec impatience, pour que les lois-scolaires passent dans la pratique, ne sont pas encore publiés et l'on dit bien haut que le ministre de l'Education Nationale ne les considérera certainement pas comme faisant partie des affaires courantes, dont le ministre démissionnaire assume rituellement l'expédition. C'est dire que si la crise éclate, les allocations scolaires resteront en suspens pendant toute sa durée. On ne sait ce que sera cette durée, ni quel gouvernement sera constitué. Et comme il vaut mieux tenir que courir, celui qui agite cette menace d'ajournement espère inciter ainsi les autorités ecclésiastiques à recommander le calme aux milieux politiques sur lesquels elles ont de l'influence, c'est-à-dire, hormis le M.R.P., sur les indépendants et sur les paysans. Le calme étant, en l'occurrence, de ne pas provoquer la chute du gouvernement.

Du côté syndical, on ne facilite pas la tâche de René Plevén : le rapotassage de sa majorité. La C.F.T.C. regrette que sa politique ne soit faite que de facilité et qu'elle ne se soucie pas des répercussions sociales des mesures préconisées. Force Ouvrière estime que la carence gouvernementale se traduit par des mesures économiques mettant directement en cause le coût de la vie et l'emploi de la main-d'oeuvre. La centrale chrétienne réclame le vote d'une formule d'échelle mobile, s'appliquant au minimum garanti, aux compléments familiaux, aux allocations de vieillesse ou de retraite. La centrale socialiste réclame l'échelle mobile automatique du salaire minimum garanti qui jouerait dans le cas d'une augmentation de 5 % du budget-type. Elle recommande d'établir et de bloquer les marges bénéficiaires en valeur absolue. De telles exigences, si elles étaient reprises par les groupes politiques, dont ces centrales sont les projections sur le plan syndical, ne simplifieraient pas le problème de la majorité, ni l'entente avec les paysans et les indépendants. Toutefois, les raisons négatives sont encore les plus valables. Les risques de chute du gouvernement Plevén sont limités, parce que l'équipe de rechange n'est pas prête et qu'elle serait longue à constituer. Et puis, Plevén aidera le sort en se contentant de peu. Même d'une majorité relative. Il est, du reste, encouragé dans cette voie par Vincent Auriol, qui déclare tout bonnement qu'il n'acceptera de démission que si la majorité constitutionnelle est réunie contre le Gouvernement. C'est un peu osé et René Plevén ne suit pas complètement le Président de la République sur ce terrain, inattaquable du point de vue juridique, mais fort contestable du point de vue humain. Tout sera donc mis en oeuvre pour sauver le Gouvernement et les chances de succès restent réelles.

Le point d'interrogation est seulement constitué par l'accueil que les députés auront reçu dans leurs départements. Plevén s'efforçait de réduire leur temps de séjour, car c'est là un retour aux sources dont les gouvernements ont rarement à se féliciter. Le Président désirait que l'Assemblée siègeât samedi, puis que le vote de confiance eût lieu mardi matin. Il n'a pu faire prévaloir ses points de vue. Les députés auront donc tout le temps de consulter leurs électeurs, des électeurs qui, eux-mêmes, manqueront d'information, du fait de la grève des journaux. Et c'est dommage, car les nouvelles sont plutôt rassurantes sur le plan international, tant à l'O.N.U. qu'en Corée. Les électeurs ne l'apprendront que mardi. Toutefois, il est une nouvelle qui risque d'être passée sous silence, noyée qu'elle sera dans le flot des dépêches de 48 heures que la presse devra dépouiller. Cette nouvelle je vous la livre donc : le maréchal Pétain est à Douaumont. Il y est sous la forme d'un buste en bronze, érigé sur un socle dressé devant l'ossuaire, face au cimetière où reposent les soldats de Verdun. Un groupe de fidèles, à qui s'étaient joints d'anciens résistants, a mené l'opération à bien, la nuit dernière. Un photographe les accompagnait. La préfecture a été avisée à dix heures plus tard et signée par quatre des auteurs de l'équipée, dont un compagnon de la Libération, un ancien officier F.F.L. et un ancien chef de chantier de Jeunesse.

LA JOURNEE EN BREF

19 novembre 1951

(Condensé des informations officielles de la soirée du 18 et de la nuit du 18 au 19)

LES ETATS-UNIS, la FRANCE et la GRANDE-BRETAGNE proposent aux Nations Unies la formation d'une commission de désarmement, afin de jeter les bases d'une conférence mondiale pour la "réglementation, la limitation et la réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements". Ce plan sera présenté ce matin à la Commission politique de l'Assemblée générale par Acheson. Feraient partie de cette commission les onze membres du Conseil de sécurité et le Canada. La Conférence internationale du désarmement, à laquelle seraient soumis ensuite les projets établis par la commission, comprendrait les Etats qui ne font pas partie de l'O.N.U., telle que la Chine communiste.

Dès vendredi, Vychinski avait, de son côté, proposé à l'Assemblée la création d'une commission de douze membres, chargés de présenter un rapport au Conseil de sécurité avant le 1er février 1952.

LE DELEGUE DES ETATS-UNIS A L'O.N.U. a transmis à Trygve Lie une note et des documents tendant à prouver que le gouvernement roumain a violé volontairement et systématiquement les clauses des traités de paix concernant la liberté d'expression en Roumanie.

LA NOTE SOVIETIQUE AUX TROIS PUISSANCES OCCIDENTALES est diffusée par l'Agence Tass. Elle accuse les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France de continuer à violer le traité de paix avec l'Italie par leur politique, tendant à diviser le territoire de Trieste entre l'Italie et la Yougoslavie. Par suite de cette politique, la population du territoire libre n'aurait pas eu, jusqu'ici, la possibilité d'exercer les droits qui lui sont garantis par ce traité de paix. L'occupation des Alliés, qui serait illégale, servirait à faire de Trieste une base militaire du bloc agressif atlantique. Le gouvernement soviétique somme le Conseil de sécurité d'assurer sans délai la nomination d'un gouverneur du territoire libre de Trieste.

LA CHAMBRE-HAUTE JAPONAISE a ratifié le traité de San-Francisco, par 174 voix contre 45, et le Pacte de sécurité mutuelle américano-japonais par 147 contre 76. Pour que les deux traités puissent être mis en vigueur, le Japon devra attendre la ratification par les autres nations intéressées.

LE CHANCELIER ADENAUER, accompagné des trois Hauts-Commissaires occidentaux, quittera Bonn demain pour Paris, où il rencontrera, le 22, simultanément, Acheson, Eden et Schuman, au cours d'une réunion qui est considérée comme une conférence préparatoire à celle du 24 novembre, à Rome, pour l'organisation de l'Armée européenne. Prenant la parole hier, à Hanovre, Adenauer a déclaré : "Je crois que nous serons très prochainement associés à la défense européenne et, plus tard, à la communauté atlantique".

Le "Comité National Ouvrier" organise, pour le mardi 21 novembre, aux Champs-Élysées, devant la statue de Clemenceau, une manifestation de protestation contre la venue du chancelier allemand.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE A MOSCOU a été informé par le ministre des Affaires étrangères soviétique que six prisonniers de guerre alsaciens seraient remis demain ou après-demain aux autorités françaises.

LE SENATEUR AMERICAIN Cabot Lodge (républicain) a déclaré que, à plusieurs reprises, Eisenhower lui avait dit "des choses plus que suffisantes" pour le convaincre qu'il accepterait "de voir sa candidature présentée à la campagne présidentielle".

"Je pense, a ajouté Lodge, que l'élection d'Eisenhower constituerait le coup le plus sérieux qui puisse être porté au communisme. Ce serait une grande victoire pour la paix mondiale. Avec lui à la Maison-Blanche, il y aurait de bonnes chances d'éviter la troisième guerre mondiale et d'obtenir la paix."

LE DISCOURS DU TRONE DU SULTAN DU MAROC.- Après avoir conseillé à ses sujets de n'agir qu'avec circonspection et dans le calme, le Sultan a rappelé ses négociations de l'an dernier, à Paris, ainsi que ses mémoires du 3 octobre et du 1er novembre 1950, "mémoires qui ne laissent place à aucune équivoque et qui traduisent notre désir de voir les relations franco-marocaines définies dans une convention garantissant au Maroc sa pleine souveraineté et édifiant ses rapports avec la France sur des bases nouvelles, dans le cadre de l'amitié et du respect des intérêts supérieurs des deux pays, tout en sauvegardant les intérêts des divers éléments résidant dans notre Empire chérifien".

"Nous ne cessons d'espérer, depuis lors, a-t-il ajouté, l'ouverture de ces négociations que nous attendons. Malgré la crise et les douloureux événements que nous avons endurés au cours de cette année, nous ne cessons de poursuivre nos efforts jusqu'à ce que nous ayons obtenu satisfaction."

Le Sultan a désigné le régime démocratique comme le meilleur régime pour un Maroc jouissant de sa souveraineté. Il a préconisé l'union des Marocains et de leurs frères des pays d'Orient dans la défense de leurs droits et de leur religion.

AGITATION ACCRUE DANS LE PROCHE-ORIENT.- A Londres, le Premier ministre irakien a conféré avec Eden. On croit qu'il aurait préconisé une alliance militaire entre les Etats de la Ligue arabe, pour assurer la défense du Moyen-Orient. Les armements seraient fournis par l'Ouest. Mais les forces britanniques devraient être totalement évacuées de la zone du canal de Suez et aucune troupe occidentale ne devrait être envoyée dans les pays arabes.

Ces propositions ne coïncident évidemment pas avec le projet occidental du commandement pour le Moyen-Orient.

Par ailleurs, la situation dans cette zone semble s'aggraver. Alors que le vice-consul britannique à Djeddah (Arabie séoudite) est assassiné, sans que l'on attribue jusqu'à présent un motif politique à ce crime, de très graves incidents se sont produits à Ismaïlia, entre les troupes britanniques et la police égyptienne. Le bilan de ces fusillades, qui ont duré plusieurs heures, se chiffre par 12 morts (8 Egyptiens et 4 Britanniques dont 2 officiers) et 20 blessés, presque tous égyptiens. La confusion extrême qui caractérise ces heurts ne permet pas encore de juger s'ils ont été provoqués de propos délibérés ou s'ils sont l'effet d'une méprise ou d'une nervosité accrue. En tout cas, des deux côtés, on fait prévoir des mesures nouvelles dans la zone du Canal.

Sur le plan diplomatique, le ministre des Affaires étrangères égyptien a demandé au nouvel ambassadeur de Grèce et au nouveau ministre de Hollande de faire modifier par leurs gouvernements respectifs leurs lettres de créance, celles-ci n'étant pas adressées au "roi d'Egypte et du Soudan", mais seulement au "roi d'Egypte".

Un porte-parole officiel a déclaré, d'autre part, que le refus américain de reconnaître Farouk comme roi du Soudan constituait un acte inamical. Le conseil des ministres ayant décidé de reconnaître le gouvernement d'Allemagne occidentale, il est possible que le même incident se renouvelle.

Mossadegh, qui a quitté les U.S.A. par avions pour le Caire, sera reçu en séance extraordinaire par le Parlement égyptien, où il prendra la parole. La presse iranienne annonce que, par son discours, Mossadegh ouvrira la voie à la formation d'un bloc neutre entre l'Est et l'Ouest et d'une union des pays musulmans contre toute colonisation étrangère. En même temps, deux manifestations violentes, organisées par le parti Tudeh --procommuniste-- ont eu lieu, l'une à Téhéran, à l'Université, l'autre sur les côtes de la mer Caspienne.

A LA COMMISSION D'ARMISTICE EN COREE, l'optimisme persiste. La délégation communiste n'a pas encore répondu "oui" à la dernière proposition alliée, mais, après un délai d'une nuit, les questions supplémentaires qu'elle a posées permettent d'interpréter favorablement son attitude. Aussi la déclaration du porte-parole allié : "J'estime que nous sommes plus près les uns des autres qu'il y a quelques jours".